

Direction Risques Industriels
Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales
Cellule Contrôles Techniques et Environnement Sud
2, rue Jean RICHEPIN
BP 60079
66050 PERPIGNAN Cedex

Perpignan, le 03/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SABLIÈRE DE LA SALANQUE SAS

RD5 - Route d'Opoul
66600 Salses-le-Château

Réf : 2024-106-PR
Code AIOT : 0006601450

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/07/2024 de la carrière alluvionnaire exploitée par la SABLIÈRE DE LA SALANQUE implantée aux lieux-dits Les Graves et La Colomina d'Oms sur la commune de Perpignan. L'inspection a été annoncée le 18/06/2024.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre de l'action régionale Occitanie 2024, déployée principalement dans les carrières alluvionnaires, afin de vérifier la conformité de l'acceptation des déchets inertes extérieurs en carrières.

L'inspection a pour objet de vérifier la situation administrative du site et par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation « ICPE ».

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SABLIÈRE DE LA SALANQUE SAS
- Lieux dits Les Graves, La Colomina d'Oms 66000 Perpignan
- Code AIOT : 0006601450
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SABLIÈRE DE LA SALANQUE exploite historiquement une carrière alluvionnaire de sables et graviers et une installation de traitement de minéraux, situées en bordure de la Têt, dans le secteur de "Colomina d'Oms" et "Les Graves" sur les communes de PERPIGNAN et VILLELONGUE DE LA SALANQUE.

La carrière a été initialement autorisée par arrêté préfectoral du 05/10/1990. Cette autorisation a

été renouvelée pour la dernière fois par l'arrêté préfectoral du 30/09/2022 pour une durée de 20 ans. Cette autorisation englobe une plateforme de recyclage et transit de déchets du BTP.

L'installation de concassage/criblage/lavage des matériaux extraits de la carrière a été mise en service en 1989 et située en limite Ouest de la carrière et est autorisée séparément.

La carrière comprend 2 fosses situées de part et d'autre (Est et Ouest) d'une parcelle pour laquelle la société Sablière de la Salanque n'a pas obtenu de droit d'exploitation ; la surface qui fait l'objet des travaux d'extraction se limite à 5,53 ha (1,03 ha pour la zone Est et 4,5 ha pour la zone Ouest).

Les extractions s'effectuent à sec jusqu'à la cote 7 m NGF, puis sous eau jusqu'à la cote minimale de - 6 m NGF. Au total, le gisement est estimé à 1 203 000 tonnes (668 300 m³).

Le réaménagement consiste à remblayer les fosses avec des matériaux inertes.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Procédure acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Demande d'action corrective	3 mois
5	Document préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	Demande d'action corrective	3 mois
9	Registre d'admission	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
12	Remblayage de la carrière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 III	Demande d'action corrective	3 mois
13	RNDTS	Autre du 01/04/2021, article R.541-43- II du CE	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Champ d'application	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 1
2	Admission	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2
4	Interdiction dilution ou mélange	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 4
6	Valeurs limites annexe II	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 6
7	Admission déchargement	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7
8	Accusé d'acceptation	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8
10	Remblayage carrières stabilité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 I
11	Remblayage carrières déchets utilisables	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 II
14	Recyclage déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Article 5 hors sortie statut déchets
15	Recyclage déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Article 5 sortie statut déchets
16	Traçabilité des terres excavées et sédiments	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Article 6

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

De manière générale, l'inspection a constaté que le site est bien tenu, tant sur le plan administratif que technique.

L'exploitant a mis en place une organisation qui permet d'optimiser la valorisation des déchets du BTP et d'assurer la traçabilité des opérations de recyclage.

Concernant le résultat de la visite, 5 faits « avec suites administratives » ont été relevés et sont récapitulés dans le tableau des points de contrôle.

L'inspection propose à la préfecture d'adresser une lettre de suites administratives demandant à l'exploitant d'engager des actions correctives et de transmettre, sous un délai de 3 mois, les justificatifs permettant de prouver la conformité aux prescriptions contrôlées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Champ d'application

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions.
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux installations relevant des régimes de l'autorisation, de l'enregistrement ou de la déclaration des rubriques 2515, 2516, 2517 et aux installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.
Constats : L'arrêté préfectoral du 30/09/2022 a autorisé la société Sablière de la Salanque à poursuivre l'exploitation de la carrière alluvionnaire et à remblayer les fosses d'extraction avec des déchets inertes. L'article 8.2.2 de l'arrêté d'autorisation rappelle que l'admission des déchets inertes externes doit être réalisée dans les conditions prévues à l'arrêté du 12/12/14 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517. Le réaménagement de la carrière prévoit le remblaiement des 2 fosses d'extraction à la cote initiale afin de se raccorder aux terrains naturels limitrophes. Les déchets autorisés pour le réaménagement de la carrière sont les déchets d'extraction inertes, qu'ils soient internes ou externes, et les déchets inertes du BTP. L'arrêté d'autorisation interdit toutefois l'enfouissement des déchets inertes provenant des déchetteries et le déversement direct des déchets inertes sur la zone à réaménager.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Admission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions.
Prescription contrôlée : I. - Les installations visées à l'article 1er ne peuvent ni admettre ni stocker : <ul style="list-style-type: none">• des déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, notamment des déchets contenant de l'amiante comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets ;• des déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;• des déchets dont la température est supérieure à 60 °C ;• des déchets non pelletables ;• des déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent ;• des déchets radioactifs.
Constats : En préparation de l'inspection l'exploitant a transmis la procédure de réception de matériaux inertes en vigueur sur la carrière de Perpignan / Bompas (datée de juin 2023).

<p>L'exploitant confirme que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les déchets énumérés à l'article 2-I de l'AM du 12/12/14 sont interdits sur le site de la carrière ; • seuls sont autorisés les déchets énumérés à l'annexe I de l'AM du 12/12/2014. <p>La liste des types de matériaux admis sur le site est rappelé au §1 de la procédure. L'exploitant indique que cette liste est également diffusée aux clients lors de l'élaboration des devis par l'intermédiaire d'une fiche d'information préalable.</p> <p>Le registre de déchets consulté confirme la provenance des déchets à savoir les chantiers du BTP du bassin de production local et l'absence de déchets inertes provenant de déchetterie.</p> <p>Observation formulée par l'inspection à la suite du constat : Comme le prévoit la procédure, la liste des types de matériaux admis doit être affichée à la bascule</p> <p>Type de suites proposées : Observation</p>

N° 3 : Procédure acceptation préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions.
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation. L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté. Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> • qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ; • que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ; • que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante. <p>Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.</p> <p>Constats : Cf point de contrôle n°2 : En préparation de l'inspection l'exploitant a transmis la procédure de réception de matériaux inertes en vigueur sur la carrière de Perpignan / Bompas (datée de juin 2023). Cette procédure rappelle (§1) la nature des matériaux admis, (§2) les conditions d'acceptation préalable et la nécessité d'établir le document préalable avant la livraison ou lors de la première livraison d'une série d'un même type de déchets.</p> <p>A noter, cf point de contrôle précédent, que seuls les déchets de l'annexe I sont admis sur le site, et que ces déchets sont exclus de la réalisation obligatoire de la procédure d'acceptation préalable prévue à l'article 3 de l'AM du 12/12/2014.</p>

<p>La procédure interne de réception de matériaux inertes prévoit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • à l'arrivée un contrôle visuel à la bascule pendant la pesée ; • l'établissement d'un bordereau de réception avec la signature du chauffeur • le déchargement sur la plate-forme prévue, avec avancement du camion pour étaler le chargement ; • un deuxième contrôle visuel et olfactif des déchets après déchargement ; • l'achèvement du remplissage du bordereau de réception. <p>L'inspection a vérifié le respect de la procédure à l'occasion d'un déchargement de déchets inertes.</p> <p>L'exploitant précise que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le site comprend 4 zones pour le déchargement des déchets : <ul style="list-style-type: none"> ◦ zone 1 : pour le béton ◦ zone 2 : pour les déchets de construction en mélange ◦ zone 3 : pour les terres et cailloux ◦ zone 4 : pour les déchets de démolition nécessitant un tri avant traitement • un personnel est affecté en permanence à la zone de réception des déchets inertes ; • tous les déchets réceptionnés font l'objet d'un traitement afin de valoriser au mieux les matériaux ; • seuls sont prévus d'être mis en remblaiement des 2 fosses les refus du traitement des terres et cailloux. <p>Demande de l'inspection à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la procédure interne doit clarifier les modalités d'établissement des FIP qui ne semblent pas être réalisées systématiquement ; • la procédure interne doit mentionner l'organisation mise en place pour justifier que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés et ne rentre pas dans la catégorie des déchets nécessitant la réalisation des analyses prévues à l'annexe II de l'AM du 12/12/2014 ; • le site doit disposer d'une réserve suffisante de bombe de test pour la détection de goudron afin de ne pas être en rupture de stock.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Interdiction dilution ou mélange

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange de déchets avec d'autres déchets ou produits dans le but de satisfaire aux critères d'admission mentionnés à l'article 3.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sans objet, le site ne réceptionne que des déchets rentrant dans les catégories mentionnées dans l'annexe I de l'AM du 12/12/2014.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Document préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
Prescription contrôlée : Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant : <ul style="list-style-type: none">• le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;• le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;• le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;• l'origine des déchets ;• le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;• la quantité de déchets concernée en tonnes. Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum. Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.
Constats : Cf points de contrôle n°2 et n°3 En préparation de l'inspection l'exploitant a transmis le modèle de document préalable. Ce document prévoit la mention de l'ensemble des informations prévues à l'article 5. Au cours de la visite l'inspection a vérifié par sondage que les documents préalables sont correctement renseignés. L'exploitant indique que tous les documents préalables sont pour l'instant conservés depuis la mise en place de la procédure en 2022. Demande de l'inspection à la suite du constat : <ul style="list-style-type: none">• l'exploitant doit veiller à ce que le document préalable soit entièrement renseigné, notamment l'identification du transporteur ;• Le document préalable doit permettre d'identifier l'ensemble des libellés et codes déchets susceptibles d'être admis sur le site ;• la procédure de réception de matériaux inertes devrait préciser la durée et les conditions de conservation des documents préalables.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Valeurs limites annexe II

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
Prescription contrôlée : Concernant les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760, après justification particulière et sur la base d'une étude visant à caractériser le comportement d'une

<p>quantité précise d'un déchet dans une installation de stockage donnée et son impact potentiel sur l'environnement et la santé, les valeurs limites à respecter par les déchets visés par l'annexe II peuvent être adaptées par arrêté préfectoral. Cette adaptation pourra notamment être utilisée pour permettre le stockage de déchets dont la composition correspond au fond géochimique local.</p> <p>En tout état de cause, les valeurs limites sur la lixiviation retenues dans l'arrêté ne peuvent pas dépasser d'un facteur 3 les valeurs limites mentionnées en annexe II.</p> <p>Cette adaptation des valeurs limites ne peut pas concerner la valeur du carbone organique total sur l'éluat. Concernant le contenu total, seule la valeur limite relative au carbone organique total peut être modifiée dans la limite d'un facteur 2.</p>
<p>Constats :</p> <p>Non concerné : l'installation ne relève pas de la rubrique 2760 et n'a pas fait l'objet de demande d'adaptation</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Admission déchargement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation.</p> <p>Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Cf point de contrôle n°3.</p> <p>A l'arrivée sur le site l'agent à l'accueil vérifie l'identité de l'entreprise, l'existence du document préalable, et contrôle visuellement le chargement s'il s'agit d'un nouveau client et/ou chantier.</p> <p>Le chauffeur se rend sur la zone correspond aux déchets et décharge les déchets.</p> <p>L'exploitant indique que le contrôle visuel au moment du déchargement n'est pas systématiquement réalisé ; la procédure prévoit un contrôle renforcé s'il s'agit d'un chargement suspect ou pour les clients qui ont fait l'objet d'une non-conformité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Accusé d'acceptation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document prévu à l'article 5 par les informations minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ; la date et l'heure de l'acceptation des déchets.
<p>Constats :</p> <p>L'accusé réception correspond au « bon de déchargement », servant également à l'établissement des factures.</p> <p>Sur le bon de déchargement sont mentionnés la quantité de déchets réceptionné en tonnes et la date et l'heure de la pesée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Registre d'admission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
Prescription contrôlée : Article 9 de l'arrêté du 12/12/2014 L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté : <ul style="list-style-type: none">• l'accusé d'acceptation des déchets ;• le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;• le cas échéant, le motif de refus d'admission. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Article 1 de l'arrêté du 29/02/2012 Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets, notamment de tri, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins, pour chaque flux de déchets entrants, les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">• la date de réception du déchet ;• la nature du déchet entrant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;• la quantité du déchet entrant ;• le nom et l'adresse de l'installation expéditrice des déchets ;• le nom et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;• le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;• le cas échéant, « le numéro de notification prévu par le règlement susvisé » ;• le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive susvisée.
Constats : En préparation de l'inspection l'exploitant a transmis le « Journal des pesées » qui, d'après l'exploitant, correspond au registre d'admission. Le nom et l'adresse du ou des transporteurs sont remplacés par le numéro d'immatriculation du véhicule, sachant que le nom et l'adresse du transporteur figure sur le document d'acceptation. L'exploitant indique qu'il dispose de 2 registres : <ul style="list-style-type: none">• le journal de pesée qui ne concerne que les déchets qui ont été acceptés ;• le registre des refus qui reprend les différents chargements refusés. Aussi l'accusé d'acceptation et le résultat du contrôle visuel ne sont pas repris sur le « journal de pesée ». Le registre des refus précise le motif de refus sur la colonne « nature du chargement refusé ». Demande de l'inspection à la suite du constat : L'exploitant doit vérifier que l'ensemble des informations demandées aux articles 9 de l'arrêté du 12/12/2014 et 1 de l'arrêté du 29/02/2012 sont reprises sur le « journal des pesées ». Il manque à priori la nature du déchet entrant (code du déchet) et le code traitement.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Remblayage carrières stabilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 I
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
Prescription contrôlée : I. - Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.
Constats : La carrière est exploitée en 2 fosses, pour partie sous eau, de la cote ≈ 7 m NGF, jusqu'à la cote de - 6 m NGF, soit sur une profondeur de 13m. La hauteur de front maximale est fixée à 5 m ; Les pentes des talus doivent avoir les caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none"> ◦ extraction hors d'eau de 1H/1V ; ◦ extraction en eau de 3H/1V au Sud de la zone d'extraction (côté rivière) ; ◦ extraction en eau de 3H/2V pour le reste de la zone d'extraction. Le remblayage doit s'effectuer à l'avancement des extractions, en progressant longitudinalement, sur toute la hauteur de la fosse. Depuis l'autorisation délivrée en 2022, l'exploitant n'a pas commencé le remblayage des fosses. D'après le phasage, le réaménagement démarre en phase 2, soit à partir de 2027. L'exploitant précise que le remblayage sera réalisé en passes successives et il n'est pas prévu de verser les matériaux depuis le haut des fosses.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Remblayage carrières déchets utilisables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 II
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
Prescription contrôlée : II. - Les déchets utilisables pour le remblayage sont : <ul style="list-style-type: none"> • les déchets d'extraction inertes, qu'ils soient internes ou externes, sous réserve qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local ; • les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière s'ils respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé, y compris le cas échéant son article 6.
Constats : cf points de contrôle précédents L'exploitant précise que les matériaux destinés au remblayage des fosses sont pour l'instant mis en stock dans l'attente de l'avancement des extractions permettant le démarrage du réaménagement. Pour faire suite à une remarque de la collectivité de Villelongue-de-la-Salanque lors d'une réunion du comité de suivi du site, l'exploitant précise avoir fait réaliser des analyses de la qualité des matériaux afin de pouvoir justifier l'absence de risque de contamination pour la nappe. L'exploitant indique que ces analyses sont dorénavant prévues sur les différents lots destinés au remblayage.

Observation de l'inspection à la suite du constat :

Cette bonne pratique mériterait d'être confirmée / précisée dans la procédure de gestion des déchets.

Type de suites proposées : Observation

N° 12 : Remblayage de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 III

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions

Prescription contrôlée :

III. - Les apports extérieurs de déchets sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des déchets à leur destination.

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des déchets ainsi que les moyens de transport utilisés. Il tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité.

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines et les sols. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

L'arrêté d'autorisation fixe la nature, les modalités de tri et les conditions d'utilisation des déchets extérieurs admis sur le site. Il prévoit, le cas échéant, la mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines et la fréquence des mesures à réaliser.

Constats :

Cf points de contrôle précédents : procédure d'acceptation préalable, document préalable, registre d'admission...

Les nouvelles applications informatiques rendues d'application obligatoire au niveau national permettent également la dématérialisation des bordereaux de suivi obligatoire pour les déchets.

L'article 8.2.1 de l'arrêté d'autorisation du 30/09/22 précise les déchets utilisables pour le réaménagement de la carrière, à savoir :

« Les déchets d'extraction inertes, qu'ils soient internes ou externes, et les déchets inertes du BTP. Les déchets inertes sont principalement issus du bassin de production de la Plaine de Roussillon. L'enfouissement des déchets inertes provenant des déchetteries est interdit. »

L'article 9.2.2 de l'arrêté d'autorisation du 30/09/22 prescrit la surveillance de la qualité des eaux souterraines par l'intermédiaire de 7 piézomètres sur les paramètres niveau piézométrique, pH, conductivité (ou résistivité), métaux lourds, hydrocarbures, DCO, MES.

En préparation de l'inspection l'exploitant a transmis l'extrait du rapport annuel d'activité pour l'année 2023 présentant les résultats du suivi des niveaux piézométriques et des résultats qualitatifs des eaux relevées dans les piézomètres.

Les analyses dans les piézomètres sont réalisées par un laboratoire externe (CAMP).

Demande de l'inspection à la suite du constat :

Les tableaux des résultats des analyses sur les piézomètres doivent faire l'objet de commentaires / interprétation de l'exploitant : comparaison amont / aval, évolution des résultats au fil des années, respect des valeurs limites...

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Registre National des Déchets (RNDTS)

Référence réglementaire : Article R.541-43 du CE
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.</p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée "registre national des déchets", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP (Polluants Organiques Persistants) ; 2. Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ; 3. Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ; 4. Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ; 5. Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3. <p>A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site exerce une activité de réception, regroupement, tri, traitement en vu du recyclage des déchets du BTP incluant les terres excavées.</p> <p>L'exploitant confirme l'utilisation du registre national informatique pour la traçabilité des terres excavées et présente en séance cette application.</p> <p>Le code traitement « D1 » est mentionné pour l'ensemble des terres enregistré sur le registre. L'exploitant précise que la totalité des terres font l'objet d'un traitement et que seule la moitié des terres sont ensuite utilisées pour le réaménagement des fosses, le reste des terres étant valorisé.</p> <p>Demande de l'inspection à la suite du constat : L'exploitant doit vérifier le code à retenir sur le registre RNDTS ; à priori les terres font plutôt l'objet d'une opération de valorisation à classer sous le code R5 « Recyclage ou récupération d'autres matières inorganiques » de l'annexe II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Recyclage déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 5 hors sortie statut déchets
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les producteurs ou détenteurs de déchets qui traitent des déchets au moyen d'une préparation en vue de leur réutilisation, d'un recyclage ou d'autres opérations de valorisation de ces déchets, y compris lorsque ces déchets cessent d'être des déchets en application de l'article L. 541-4-3 du Code de l'environnement, tiennent à jour un registre chronologique des produits et matières issus de ces opérations de valorisation et qui ne sont plus des déchets.</p> <p>Ce registre contient au moins, pour chaque type produits et matières sortants, les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'utilisation sur site ou sortie du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> la date d'utilisation sur le site, ou la date de l'expédition si le produit ou la matière n'est pas utilisé sur le site ; <p>b) Concernant la nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> la nature du produit ou de la matière issue de l'opération de valorisation ; la quantité du produit ou de la matière issue de l'opération de valorisation en tonne ou en m³ ; <p>c) Concernant l'opération de traitement :</p> <ul style="list-style-type: none"> le code du traitement qui a été effectué, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; la qualification du traitement final qui a été effectué, vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée ; <p>Constats :</p> <p>En préparation de l'inspection l'exploitant a transmis un extrait du registre « livraison par produits » qui correspond, d'après l'exploitant, au registre chronologique des produits et matières issus de ces opérations de valorisation prévu par l'article 5 de l'AM du 31/05/2021.</p> <p>Ce registre établit par type de produit, mentionne la matière issue de l'opération de valorisation (exemple GRAVE RECYCLÉE LAVÉE), la date d'expédition, le tonnage, le nom de l'entreprise, le lieu d'utilisation, l'immatriculation du véhicule utilisée pour le transport.</p> <p>Un seul mode de traitement est réalisé sur le site à savoir le code R5 « Recyclage ou récupération d'autres matières inorganiques ».</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Recyclage déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, Article 5 sortie statut déchets
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les producteurs ou détenteurs qui traitent des déchets afin qu'ils cessent d'être des déchets conformément à l'article L. 541-4-3 du Code de l'environnement, ce registre contient également :</p> <p>a) Concernant la dénomination du déchet :</p>

<ul style="list-style-type: none"> la dénomination usuelle du déchet ; le code du déchet traité au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; <p>b) Concernant la date de l'opération de traitement :</p> <ul style="list-style-type: none"> la date du traitement du déchet ; le cas échéant, la date de fin de traitement du lot de déchets devenant produits ou matières ; <p>c) Concernant la destination des produits ou matières :</p> <ul style="list-style-type: none"> la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de la personne qui a pris possession de ces substances ou objets ayant cessé d'être des déchets ; <p>d) Concernant l'acte administratif de sortie du statut de déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> la référence de l'acte administratif ayant fixé les critères de sortie du statut de déchet.
<p>Constats :</p> <p>Non concerné : les déchets du BTP valorisés ne correspondent pas à des déchets « sortie du statut déchets » explicites.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : Traçabilité des terres excavées et sédiments

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, Article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants.</p> <p>Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> la date de réception ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ; les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ; lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; s'il s'agit de déchets POP au sens de la définition de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement ; la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments :</p> <ul style="list-style-type: none"> la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ; la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ; l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ;

- la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ;

d) Concernant l'opération de traitement :

- le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ;
- lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

cf point de contrôle n°13 RNDTS, l'article 6 est pris en application de l'article R.541-43 du CE.

Type de suites proposées : Sans suite